

# À propos de l'article "Barcelone et le reflux de l'élan révolutionnaire"

Miguel Alonso pour *Dazibao Rojo*

Ces derniers jours, *Dazibao Rojo* a publié quelques extraits de l'article "*La Ligne du Komintern dans la Guerre civile en Espagne*" paru en 1981 dans la revue théorique *Revolution* du PCR-USA.

Cet article qui, en son temps, a eu le mérite de souligner les évidentes erreurs opportunistes de droite du Komintern et de ses sections de l'État espagnol (PCE et PSUC), montre aujourd'hui après lecture plus approfondie d'évidentes faiblesses et même des erreurs dans la description des forces protagonistes de ce qui est resté connu comme les "Événements de Mai 1937 à Barcelone".

Dans la traduction de l'article en galicien pour *Loita Popular*, un camarade a pu en signaler quelques-unes d'importance surprenante, faisant que le bilan ou des parties de celui-ci pouvaient être totalement faussés.

Le *contre-coup d'État* [soulèvement populaire républicain de gauche, socialiste, marxiste et anarchiste contre le *pronunciamiento* militaire de juillet 1936 - NDLR] avait donné naissance à deux éléments *de base* du **Nouveau Pouvoir populaire** : le **Peuple en armes**, à travers les milices partidaires ou syndicales ou encore les navires de la Flotte aux mains des marins révolutionnaires ; et les **postérieures collectivisations et expropriations** contre la bourgeoisie industrielle et financière comme contre l'Église catholique dans la zone républicaine.

L'immense majorité de ces hommes et de ces femmes, dont l'héroïsme permit d'écraser le coup d'État dans des régions entières, ne voyaient pas la Seconde République espagnole comme *leur* République (1) - et de fait, elle ne l'était pas.

Ceci est hors de discussion, nonobstant les réformes démocratiques des gouvernements républicains progressistes successifs dont beaucoup, au demeurant, resteront sur le papier pour des questions bureaucratiques, d'ajournements et autres retards.

Ainsi donc, il ne faut pas vraiment s'étonner du rejet populaire envers la restauration de la "légalité républicaine" telle qu'impulsée par le PCE, le PSUC et les républicains progressistes, qui impliquait la fin des collectivisations et y compris la restitution des terres à leurs "légitimes propriétaires", ainsi que la remise des armes des unités miliciennes et leur intégration dans la nouvelle Armée populaire.

Tout l'antagonisme de cette contradiction devait éclater dans la ville qui jouait alors le rôle de capitale de l'État (Madrid étant sur la ligne de front), et qui concentrait par conséquent toutes les contradictions existantes dans le processus révolutionnaire : Barcelone, en mai 1937.

Beaucoup de questions restent en suspens :

Pourquoi a-t-il été misé sur une ligne capitulatrice, depuis le PCE et le Komintern ? Parce que les organisations anarchistes étaient majoritaires ?

Pourquoi n'a pas été engagée la Guerre populaire révolutionnaire ou, du moins, la guérilla dans les zones sous contrôle factieux **[franquiste]** ?

Comment est-il possible que n'ait pas été proclamée l'indépendance du Maroc et des autres enclaves coloniales, alors que ceci aurait porté un coup extrêmement dur au franquisme hégémonique dans ces territoires **[qui étaient, de fait, ses bases arrière]** ?

Ces deux dernières questions, au demeurant, pourraient être posées non seulement au Front populaire et à ses partisans mais aussi aux anarchistes de la CNT-FAI.

Au regard des protagonistes des affrontements de Barcelone, le POUM était alors une organisation minoritaire née de l'unification du Bloc ouvrier et paysan (BLOC) et de la Gauche communiste (IC) en 1935, qui allait tenir son premier congrès en juillet 1937 et qui était frontalement opposée aux positions du PCE et de la 3e Internationale, y compris à la politique interne de l'URSS et à la direction du camarade Staline. Des positions teintées de gauchisme, mais qui n'étaient pas totalement "étrangères" à la réalité du processus révolutionnaire commencé en Espagne en 1936 comme contre-coup d'État face aux militaires soulevés (2).

Le POUM avait fait partie depuis ses débuts du Front populaire et son secrétaire général Joaquín Maurín était député de cette coalition. Certes, le POUM pouvait avoir une ligne gauchiste et semi-trotskyiste ; mais il a toujours été un parti marxiste, révolutionnaire et antifasciste, et non des agents de la Gestapo comme cela a pu être affirmé de façon réitérée **[NDLR par le discours officiel du Komintern et encore par bien des "vieux stals" aujourd'hui]**. L'on connaît aujourd'hui de nombreux faits démontrant l'existence d'une cabale contre lui (3), comme moyen détourné de porter un coup à la CNT et à la base de la ligne révolutionnaire, de la part de la ligne droitisante qui prévalait alors dans le PCE et chez ses alliés bourgeois.

Les analyses de la situation par la 3e Internationale (en pleine période de la politique de Fronts populaires impulsée par Dimitrov) et par ses sections en Espagne, le PCE et le PSUC, consistèrent dès le début à nier la nouvelle réalité révolutionnaire et à s'entêter, devant l'évidence de l'effondrement de l'État en zone républicaine, à miser sur le sauvetage du Front populaire malgré une corrélation de forces inexistante vu que les secteurs bourgeois du républicanisme, la petite bourgeoisie, les fonctionnaires et les intellectuels se retrouvaient sans base de pouvoir réel. À tous les moments, il était évident que la majorité des couches bourgeoises avait placé ses espoirs dans un coup d'État sanglant (4).

Une autre question est que le prolétariat révolutionnaire était fragmenté et marqué par une prédominance historique de l'anarchisme. Il faut se souvenir que beaucoup de leaders communistes du PCE, du PSUC et du POUM étaient d'anciens membres voire dirigeants de la CNT – et à présent, des ennemis irréconciliables de celle-ci.

Pour les communistes, l'hégémonie syndicale de la CNT-FAI et ses positions radicales fondamentalistes et syndicalistes, supposément apolitiques, représentaient un sérieux frein au nécessaire effort d'unification face au fascisme et à sa politique d'alliance avec la petite bourgeoisie républicaine (dont beaucoup rejoindra les rangs du Parti)... laquelle conduisit non pas à l'unification de la classe ouvrière mais à la restauration graduelle de l'ordre républicain ou, ce qui revient au même, du Pouvoir bourgeois.

L'autre force socialiste, le PSOE, était en réalité un ensemble de "royaumes de taïfa" [de petits "fiefs" politiques] de l'opportunisme, allant de la gauche putschiste de Largo Caballero aux positions droitières et capitulardes de Julián Besteiro. On peut toutefois distinguer en son sein la figure de Julio Álvarez del Vayo (5), qui s'est toujours maintenu sur des positions de gauche en défendant le processus d'unification des jeunesses socialistes et communistes et qui comme membre du gouvernement Negrín fut partisan de la résistance à outrance, demeurant dans le dernier siège du gouvernement républicain, la *Posición Yuste* près d'Elda, jusqu'à la sortie du gouvernement à l'étranger pour éviter sa capture par les forces de Franco.

Comment est-il possible que des communistes, se réclamant du marxisme-léninisme, aient pu affirmer que ce qu'il se passait en Espagne était une invasion étrangère et donc une nouvelle guerre d'indépendance (6) ? Du fait de la présence de contingents militaires italiens et allemands ?

Cette caractérisation de la situation en Espagne, à partir de 1936, manque de la plus élémentaire rigueur dans l'analyse de classe à la lumière du marxisme-léninisme-maoïsme et met en évidence le caractère droitier de cette position, quelque initiative de la direction du PCE ou de l'Internationale qu'elle fut. Elle conduisit non seulement à un reflux de l'élan révolutionnaire, mais ouvrit carrément la voie à la victoire fasciste.

Le débat sur ces événements a suscité de multiples polémiques qui doivent être abordées à la lumière des connaissances actuelles, tant historiques qu'idéologiques et politiques, comme une partie de l'histoire du Mouvement communiste international (MCI) et de son bilan.

Mai 2012

Notes:

(1) La brutale répression de la "révolution de 1934", tant dans le bassin minier des Asturies qu'en Catalogne, de la part du gouvernement réactionnaire CEDA avait engendré un véritable désenchantement vis-à-vis des idéaux républicains parmi les masses, et avait symétriquement renforcé les positions prônant une révolution prolétarienne.

(2) Le POUM avait rompu avec les positions opportunistes trotskystes et leur "entrisme", même s'il maintenait ses erreurs gauchistes vis-à-vis de l'URSS. Léon Trotsky lui-même lui dédiait des phrases telles que celles-ci : *"À ce propos, il n'est pas de trop de se souvenir que les 'communistes de gauche' espagnols, comme leur nom l'indique, ont durci leurs positions à chaque occasion propice pour apparaître comme des révolutionnaires intransigeants. Ils ont en particulier condamné sévèrement les bolchéviks-léninistes français pour leur entrée dans le Parti socialiste : 'Jamais de la vie !'. Entrer de manière temporaire dans une organisation politique de masse pour lutter implacablement dans ses rangs contre les dirigeants réformistes sous la bannière de la révolution prolétarienne, c'est de l'opportunisme. Mais conclure une alliance politique avec les dirigeants des partis réformistes sur la base d'un programme manifestement malhonnête, servant à tromper les masses et couvrir d'un voile la bourgeoisie, ceci est un acte de bravoure ! Est-il possible d'avilir et de prostituer davantage le marxisme ?"* **"La trahison du 'Parti ouvrier d'unification marxiste' espagnol"**, 23 janvier 1936

(3) La désertion en 1938 du renégat Alexandre Orlov, membre du NKVD et son référent en Espagne, et ses déclarations ultérieures aux services secrets américains et dans les archives déclassifiées russes indiquent qu'il avait promu et ourdi un plan pour incriminer le POUM avec la 'cinquième colonne' franquiste. L'assassinat du secrétaire exécutif du POUM Andreu Nin devait faire partie de cette opération. Ceci soulève bien des questions sur le rôle des services secrets soviétiques en Espagne républicaine [voir John Costello & Oleg Tsarev, *Deadly Illusions: The KGB Orlov Dossier*. Crown, 1993. [ISBN 0-517-58850-1](#). Aleksandre Orlov, *The Secret History of Stalin's Crimes*. Random House, 1953].

(4) Les instructions - *directives secrètes* - données par le criminel général Emilio Mola Vidal étaient expéditives. Une véritable "terreur blanche" se déchaîna dans la zone contrôlée par les militaires félons.

(5) En novembre 1973, il participera aux côtés du PCE (ml) à la fondation du Front révolutionnaire antifasciste et patriote (FRAP) dont il sera président jusqu'à sa mort en 1975.

(6) *"Il faut le répéter encore une fois, pour que ne subsiste pas le moindre doute : le Peuple d'Espagne combat dans cette guerre pour son indépendance nationale et pour la défense de la République démocratique. Il combat pour chasser du sol de notre patrie les barbares envahisseurs allemands et italiens, il combat car il ne veut pas que l'Espagne devienne une colonie du fascisme..."* Lettre à Mundo Obrero ; *"Con toda la claridad posible"* ; José Díaz, *Tres años de lucha*. Bucarest, 1974, p. 557

